

## Ntibantunganya doute de la réussite de la mission de l'UA au Burundi

PANA, 12 février 2016 Un ex-chef d'Etat burundais avise sur "trois conditions" pour la réussite de la médiation africaine dans son pays Bujumbura, Burundi - Une réflexion en ligne de l'ancien président burundais et constitutionnellement, "Sénateur à vie", Sylvestre Ntibantunganya, table sur trois conditions "essentielle", dont "un peu plus de fermeté", pour la réussite de la mission de "plus haut niveau" appelée à mettre en œuvre la récente recommandation du 26<sup>ème</sup> Sommet ordinaire des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) sur le Burundi.

Les mandataires de l'UA sont les Présidents sud-africain, Jacob Zuma, sénégalais, Macky Sall, gabonais, Ali Bongo Ondimba, mauritanien, Mohamed Ould Abdel Aziz, et le Premier ministre de l'Ethiopie, Hailemariam Desalegn. Leur feuille de route est de consulter le gouvernement, ainsi que d'autres acteurs burundais sur le dialogue inclusif et le déploiement de la "Mission africaine de prévention et de protection au Burundi" (MAPROBU), si jamais elle était acceptée par le pouvoir burundais après l'avoir maintes fois rejetée de par un passé récent encore. Une "mission possible", cette fois, sous certaines conditions expresses que dcline froidement cet esprit indépendant et ancien président burundais, issu de la majorité ethnique des hutu, tout comme la plupart de ceux qui sont aujourd'hui au pouvoir dans le pays. Un fait qui n'est pas anodin dans un pays encore embrigadé dans des solidarités ethniques négatives de l'approche des problèmes politiques nationaux. Ce vieux routier de la politique nationale fut encore le numéro Un de l'Assemblée nationale, avant de diriger et gérer le pays mis à feu et à sang par le putsch militaire de 1993 qui a emporté le premier président démocratiquement élu de l'ère pluraliste au Burundi, Melchior Ndadaye et une dizaine de ses proches collaborateurs. Depuis son exil à l'étranger, c'est encore cet ancien journaliste connu et patron de l'"Aube de la démocratie", le premier hebdomadaire indépendant de l'ère pluraliste du Burundi, qu'il recourt régulièrement pour distiller de précieux conseils de sortie de crise dans son pays. L'exil est le sort commun de la plupart des leaders politiques burundais qui se sont farouchement opposés au 3<sup>ème</sup> mandat du président Pierre Nkurunziza, La nouvelle contribution de M. Ntibantunganya conseille d'abord à la délégation des cinq chefs d'Etat et de gouvernement africains attendus au Burundi, "non seulement d'y aller au nom des Etats et de leurs Chefs, mais aussi et surtout au nom des peuples, celui du Burundi et ceux de la Région des Grands Lacs, en particulier, car ce sont ces derniers qui, les premiers, subissent les conséquences de la crise du 3<sup>ème</sup> mandat". Les Nations unies estiment à au moins 400 tués et autour de 250.000 autres burundais qui ont pris le chemin de l'exil à l'étranger depuis le début de la crise électorale d'avril dernier. Deuxièmement, les "Chefs d'Etat et de Gouvernement doivent identifier objectivement les raisons qui poussent le pouvoir de Bujumbura à refuser systématiquement ce qui lui est proposé pour résoudre la crise". Contrairement à l'opposition et une partie frondeuse du camp présidentiel, le pouvoir maintient mordicus que les élections controversées de l'année dernière se sont déroulées "correctement" et ne peuvent plus donner lieu à une remise en question pour quelque raison que ce soit. En briguant un 3<sup>ème</sup> mandat à la tête du pays, le chef de l'Etat actuel n'a violé, ni la constitution, ni l'accord d'Arusha sur la paix et la conciliation nationale, répète-t-on du côté de l'opposition et de la communauté internationale qui n'en sont toujours pas convaincus. Le Conseil national pour la défense de l'accord d'Arusha et la restauration de l'Etat de droit (CNARED, principale plateforme de l'opposition) encore plus le pouvoir par la revendication d'un «gouvernement de transition» chargé d'organiser de nouvelles élections, sur une base plus consensuelle, après avoir boycotté celles de l'année dernière. En troisième et dernier lieu, l'ancien président burundais attend des résultats qui puissent redorer le blason de l'UA, en obtenant du pouvoir burundais, l'engagement à négocier avec son opposition, "sans aucun préalable et faux fuyant". Néanmoins, M. Ntibantunganya se demande "avec quelles armes" partent les nouveaux médiateurs africains pour espérer changer le cours de l'histoire sur une pente à nouveau glissante au Burundi ? Les cinq chefs d'Etat et de gouvernement africains vont-ils pas subir le même sort que plusieurs autres médiateurs qui les ont précédés au chevet du Burundi ? L'organisation des Nations unies (ONU), l'Union européenne (UE), la Communauté de l'Afrique de l'Est/Ea community (CEA/EAC), la Conférence internationale pour la paix dans la Région des Grands Lacs (CIRGL), les Etats-Unis d'Amérique et leurs multiples envoyés spéciaux sont passés par là, sans faire bouger d'un iota, les lignes toujours ouvertes entre les protagonistes de la crise au Burundi. Dans tous les cas, les résultats de la délégation de haut niveau sont très attendus en tant que "dernière chance" qui "confortera ou alors affaiblira à jamais la crédibilité de l'Union africaine", avise pour conclure, l'ancien président burundais, sans optimisme béat, à propos de l'efficacité de la réflexion de Ntibantunganya